

INTRODUCTION

An Ansoms, Aymar Nyenyezi Bisoka & Stef Vandeginste

Conjonctures de l'Afrique centrale est une publication annuelle du Centre belge de Référence pour l'Expertise sur l'Afrique centrale (CRE-AC), de l'Institut de Politique du Développement (IOB) de l'Université d'Anvers, du Centre d'Études du Développement de l'Université catholique de Louvain (UCL), et du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC). Elle est publiée comme sous-série de la collection « Cahiers africains » (MRAC) par L'Harmattan (Paris). Le volume annuel est mis en ligne en accès libre après un embargo de 12 mois sur <https://www.eca-creac.eu>. Chaque édition est gérée par une équipe de trois éditeurs : un professeur de l'Université catholique de Louvain (An Ansoms), un professeur de l'Université d'Anvers (choisi annuellement à l'IOB) et Aymar Nyenyezi Bisoka (chercheur post-doctoral au CRE-AC, à l'Université catholique de Louvain et à l'Université d'Anvers). La direction de la présente édition a été assurée par An Ansoms (UCL et CRE-AC), Aymar Nyenyezi Bisoka (CRE-AC) et Stef Vandeginste (IOB).

Conjonctures de l'Afrique centrale présente une sélection de textes scientifiques de grande qualité (*peer reviewed*) en lien avec l'actualité en Afrique centrale. Quatre pays sont directement concernés par cette publication : le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et l'Ouganda. Les contributions peuvent également avoir trait à des développements régionaux. La série offre une analyse approfondie des tendances de la vie politique, économique et sociale en Afrique centrale. Les textes situent les évolutions et les événements contemporains dans leur ancrage historique, en faisant le lien avec la littérature internationale et en montrant la pertinence de ces tendances pour l'avenir de la région.

Conjonctures de l'Afrique centrale est le fruit d'une fusion qui s'est opérée en 2017 entre deux publications : *Conjonctures congolaises* (CRE-AC, MRAC) et *L'Afrique des Grands Lacs : annuaire* (IOB). Celles-ci se sont accordées pour maintenir leurs points forts respectifs, c'est-à-dire offrir une série de textes scientifiques de grande qualité – en français ou en anglais – qui ont un lien avec l'actualité (politique, économique et sociale) en Afrique centrale et concernant les quatre pays cités plus haut. Ainsi, les partenaires de cette publication souhaitent faire de *Conjonctures de l'Afrique centrale* une plateforme pour les chercheurs du Sud et du Nord travaillant sur l'Afrique centrale en vue d'augmenter sa visibilité dans des milieux académiques,

diplomatiques, de la coopération et autres. En effet, l'analyse des tendances actuelles de la vie politique, économique et sociale en Afrique centrale que présente le livre permettra d'évaluer la pertinence de ces évolutions récentes pour un avenir et un développement au bénéfice d'un plus grand nombre de populations de cette région.

Cette année, les contributions de *Conjonctures de l'Afrique centrale* portent sur le Burundi, la RDC, le Rwanda et l'Afrique des Grands Lacs de manière générale. Une sélection s'est opérée parmi une centaine de propositions soumises suite à un appel à contribution. Plusieurs de ces textes ont été écrits par des chercheurs africains, dont certains ont pu bénéficier d'une bourse de recherche qui leur a permis d'élaborer la contribution en question. *Conjonctures de l'Afrique centrale* vise à augmenter la visibilité des chercheurs de la région afin de valoriser les recherches en termes de publications scientifiques.

Dans la première section, qui concerne le Burundi, les différents chapitres abordent des questions essentiellement politiques relatives aux forces de sécurité (chap. 1), aux identités narratives hutu et tutsi (chap. 2), aux politiques identitaires (chap. 3) et, enfin, à l'ethnicisation des mémoires dans les médias sociaux (chap. 4).

Le premier chapitre, écrit par Gérard Birantamije, revient sur la crise politique au Burundi et questionne la (re)politisation des forces de sécurité après une décennie de « *success story* » de la consolidation de la paix au Burundi. L'auteur montre comment, depuis le 26 avril 2015, date de l'annonce officielle de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat, très vite contestée par les partis politiques de l'opposition et certaines organisations de la société civile, le Burundi est tombé dans une grave crise politique et sociale, dix ans après la fin de la guerre civile. Entre autres institutions, cette crise a eu des effets néfastes sur le fonctionnement et la cohésion des forces de sécurité burundaises, pourtant toujours considérées comme véritable vitrine de la mise en œuvre réussie de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi signé en 2000. Méthodologiquement, le chapitre se fonde sur la revue documentaire et sur une série d'entretiens menés auprès des acteurs politiques, militaires et de la société civile engagés dans la crise politique actuelle. En partant de la philosophie globale des réformes des forces de sécurité, il tente de soulever les défis d'une approche trop technique suivie au moment de leur implémentation, ouvrant la voie au développement et à la maturation des pratiques de (re)politisation de ces forces de sécurité. Le paroxysme de cette (re)politisation s'entrevoit en analysant les investissements des différents acteurs impliqués dans la crise actuelle pour s'assurer de la participation des forces de sécurité en faveur de leur camp.

Questionnant les identités narratives hutu et tutsi au Burundi dans le deuxième chapitre, Joseph Gatugu examine le mode narratif d'identification des Hutu et des Tutsi, à savoir l'identification par des histoires ou récits que des individus se racontent eux-mêmes ou que d'autres racontent à leur sujet. Les « narrateurs » considérés dans cette contribution sont principalement la famille, des anonymes, des occidentaux, des intellectuels burundais et une partie de la classe politique burundaise. L'objectif visé par cet examen est de montrer, d'une part, ce qu'il y a sous les concepts de Hutu et Tutsi, les non-dits et les visées des narrateurs et, d'autre part, les limites de ce mode identificatoire, dont l'artificialité et l'instrumentalité. La thèse ici soutenue révèle que les identités hutu et tutsi ne s'épuisent pas dans ce que les sujets individuels et collectifs se racontent ou dans ce qui se raconte à leur sujet. Aux problèmes de l'identification narrative de ces peuples est proposée cette solution : passer d'une narration centrée sur la bipolarité Hutu/Tutsi à une narration inclusive avec la citoyenneté comme thème central.

Traitant des politiques identitaires dans le Burundi d'après-guerre dans le troisième chapitre, Tomas Van Acker, Jean Muhangaje et Oto-Asael Magerano partent de l'observation selon laquelle, à partir de l'introduction des mesures de partage de pouvoir ethnique par l'accord d'Arusha, les dynamiques d'exclusion et de la violence politique opposent principalement des partis politiques et leurs membres, plutôt que des Hutu et des Tutsi. Dans l'arène politique d'après-guerre, les partis politiques les plus réussis sont ceux qui ont pu développer des sentiments d'identification avec le parti. À partir de l'analyse des répertoires et stratégies du CNDD-FDD, du FNL et du MSD, le chapitre montre tout d'abord comment ces identités partisans sont construites et articulées. Ensuite, il s'agit d'examiner ce que signifient ces politiques identitaires partisans pour les citoyens Burundais. L'auteur démontre ainsi comment l'affiliation partisane est devenue un élément crucial dans la subjectivité politique des Burundais. Par ailleurs, il soutient la nécessité de prendre en compte non seulement des considérations stratégiques, mais aussi des motivations politiques pour comprendre ce phénomène. Finalement, le chapitre propose une évaluation de la manière dont le retour de l'ethnicité dans la mobilisation politique en 2015 joue un rôle dans les politiques identitaires partisans.

Enfin, dans le quatrième chapitre, Antea Paviotti aborde la crise politique de 2015 et l'ethnicisation des mémoires dans les médias sociaux qui en a résulté. Le texte traite de la manière dont, au cours de cette crise, les références ethniques ont été employées par les entrepreneurs politiques dans le but de condamner les manifestations tout en mobilisant les tenants du parti. Il montre comment les médias sociaux ont été l'un des moyens principaux utilisés par les politiques pour diffuser leurs messages. Une arène politique virtuelle s'est ainsi développée où des répliques pouvaient être exprimées et où des confrontations pouvaient avoir lieu sans risque de censure ou persécution. Dans ce sens, ce chapitre se focalise sur le processus d'ethnicisation

de la mémoire sur les médias sociaux. Il analyse la manière dont la mort du président Ntaryamira (le 6 avril 1994) a été commémorée sur Twitter pendant les quatre dernières années, avant et après le déclenchement de la crise de 2015. Sur cette plateforme sociale, les commémorations ont de plus en plus été utilisées pour accuser ou défendre une partie ou l'autre, en termes politiques ou ethniques. Cela a entraîné une polarisation entre groupes, qui ont commencé à se caractériser en termes ethniques. Par conséquent, un événement commémoratif qui n'était pas décrit en termes ethniques avant la crise de 2015 est graduellement devenu partie du patrimoine culturel et commémoratif exclusif d'un seul groupe ethnique.

Dans la seconde partie, qui concerne la RDC, les textes reviennent sur les questions de politisation dans les transports publics (chap. 5), de la gestion des parcs nationaux (chap. 6), des effets socio-écologiques de l'accaparement de l'eau (chap. 7), de la pression fiscale (chap. 8), des liens entre l'agriculture et l'exploitation minière artisanale (chap. 9), de l'exploitation minière industrielle face à la gouvernance participative (chap. 10) et, enfin, des réformes et des éléphants blancs dans la gouvernance au quotidien (chap. 11).

Plus particulièrement, en s'interrogeant sur l'instrumentalisation de la régulation des mototaxis à Kinshasa au service d'une « gouvernance dans l'incertitude » du régime Kabila dans le cinquième chapitre, Albert Malukisa Nkuku remarque l'essor des mototaxis dans beaucoup de villes de l'Afrique subsaharienne. Cela a lieu dans des contextes caractérisés par une profonde crise socio-économique et les défaillances des pouvoirs publics dans la fourniture du transport public. En examinant le cas de la ville de Kinshasa, le chapitre apporte un éclairage sur une dimension politique de ce mode de transport qui n'a pas été suffisamment développée dans la littérature. Il permet de montrer une situation ordinaire d'application de la loi (heure de travail et port de casques) et la façon dont les acteurs politiques s'en saisissent pour des intérêts politiques et clientélistes. L'auteur révèle la manière dont le pouvoir en place a été fortement préoccupé par l'activisme politique des moto-taximen en faveur d'une opposition redoutable et comment, dès lors, l'instrumentalisation de la régulation est devenue un moyen pour entretenir une relation clientéliste avec un groupe de la population qui lui est hostile. Au moment où la police reçoit l'ordre de la haute hiérarchie pour la répression des moto-taximen communément appelés « *wewa* », une autre autorité publique faisant partie du même régime s'érige en défenseur des victimes de cette répression, lesquelles sont ainsi invitées à adhérer au parti présidentiel pour continuer à bénéficier d'une protection dont elles ont besoin afin d'exercer librement leurs activités.

Dans le sixième chapitre, Billy Kambala Luadia Tschikengela propose un retour sur les débats relatifs à la gestion des ressources naturelles par les populations locales. Il note que, d'une part, les discours conversationnistes mentionnent la destruction des ressources naturelles par les communautés

locales, accusées de suivre par inconscience ou incapacité aux ressources naturelles, et considérées comme une menace pour la conservation. D'autre part, les développementalistes reconnaissent que ces communautés locales possèdent des connaissances traditionnelles, utiles à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles. Il s'agit de savoirs et d'un savoir-faire naturalistes accumulés, constituant un patrimoine culturel qui s'est transmis de génération en génération. Et, mise à part leur fibre écologique, les communautés ont intérêt à protéger les ressources naturelles pour leur survie tant matérielle et sociale que culturelle. En RDC, la création d'espaces protégés et leur modernisation ont induit une gestion des ressources naturelles qui a souvent entraîné l'exclusion sociale et économique des communautés locales vivant autour de ces espaces. Alors que les débats scientifiques contemporains sur les questions environnementales posent la question du dialogue complexe entre les savoirs populaires et les savoirs scientifiques pour une gestion durable des ressources naturelles, il s'avère donc nécessaire de discuter le postulat sur la destruction des ressources naturelles par les communautés locales, à défaut de quoi ce dialogue devient impossible. À partir d'une recherche de terrain auprès des communautés locales en périphérie du parc national de la Salonga, en territoire de Monkoto, ce chapitre montre que les communautés locales, sur la base de leurs savoirs locaux, participent malgré tout à la gestion des ressources naturelles et peuvent s'engager dans un dialogue permanent avec d'autres types de savoirs pour faire face aux multiples problèmes de gestion des ressources.

Dans le septième chapitre, Anuarite Bashizi, Esther Kadetwa et An Ansoms proposent une étude des effets socio-écologiques de l'accaparement de l'eau et de la déterritorialisation. Le chapitre relate comment, dans la mise en œuvre de la réforme minière en RDC, des concessions de milliers d'hectares ont été octroyées aux multinationales pour l'exploitation du sous-sol. Le but étant de réorganiser le secteur minier afin de booster la croissance économique, la réforme minière n'a pas pris en compte la connexion qui lie le sous-sol à d'autres ressources naturelles (notamment l'eau, les terres agricoles et la forêt). À partir d'une étude de cas du territoire de Luhwinja, dans la province du Sud-Kivu, ce chapitre révèle comment, après avoir été dépossédées de leurs terres par une entreprise minière, des populations locales ont également été privées de leurs ressources en eaux – des rivières ont été détournées, certaines asséchées et d'autres polluées. Le phénomène de l'accaparement de l'eau ainsi observé affecte négativement la situation écologique, sociale et économique au sein de communautés dont la vie dépend de l'utilisation de l'eau et des écosystèmes associés.

Traitant de la pression fiscale et des normes pratiques au Sud-Kivu dans le huitième chapitre, Bertin Nalukoma Irengé et Arnold Nyaluma Mulagano envisagent l'organisation décentralisée de l'administration fiscale en RDC, qui implique l'octroi aux provinces de moyens suffisants pour leurs politiques propres. Il en va ainsi des ressources fiscales qui comprennent des

ressources propres au pouvoir central et celles des provinces. Leur mobilisation devrait avoir pour but d'assurer le bon fonctionnement des institutions et des services publics. Le chapitre montre cependant que, en RDC en général, et au Sud-Kivu en particulier, on n'observe pas de corrélation entre la mobilisation et le but poursuivi. On note plutôt une aisance chez les hauts fonctionnaires et patrons de l'administration, et la misère chez les petits fonctionnaires et la population. Le mode de gouvernance revêt en effet un caractère de prédation, au mépris de l'intérêt général et de celui des agents publics. D'autre part, plusieurs impôts et taxes sont à la charge des opérateurs économiques, qui ne les supportent pas à cause de leur incidence sur le prix des biens et services, alors que le pouvoir d'achat local est trop faible. En outre, le traitement salarial des agents du fisc est tellement dérisoire qu'il ne leur permet pas de s'assurer une survie confortable. Ainsi, la pression fiscale, la mauvaise gouvernance et la vie difficile sont à la base d'un « nouveau civisme fiscal » en RDC, et en particulier au Sud-Kivu. Ces conditions se trouvent également à l'origine de certaines pratiques d'adaptation qui ont pour effet de réduire la charge fiscale sur les opérateurs économiques, d'assurer la survie des agents publics et d'offrir sur le marché des biens et services à un prix accessible au consommateur. Le chapitre démontre que de telles pratiques se situent en marge de la norme officielle, non pas en raison d'une résistance à son application, mais car elles revêtent la forme d'une résilience. Il s'agit notamment du couloir de l'invisible, de l'entraide mutuelle, du partage des gains et de la catégorisation des marchandises et des opérations.

En relevant les contraintes au développement de l'agriculture dans le territoire de Kalehe, à l'est de la RDC, dans le chapitre neuf, Francine Iragi Mukotanyi pose la question de savoir si l'agriculture constitue une alternative à la mine artisanale. Un tel questionnement mène son auteur vers une analyse de l'organisation de l'agriculture, des contraintes auxquels font face les agriculteurs et de la perception des exploitants miniers vis-à-vis de ce secteur d'activité. L'agriculture apparaît ainsi organisée selon une structure et des étapes bien définies, allant de l'acquisition du terrain à exploiter en passant par le processus de production jusqu'à la commercialisation. Dans cette organisation, les agriculteurs se heurtent à différentes contraintes techniques et institutionnelles qui les empêchent d'accroître leurs productions et leurs revenus. Malgré ces contraintes, les exploitants miniers seraient attirés par l'agriculture en l'absence de l'exploitation minière artisanale. D'abord, parce que la majorité des membres de leur famille pratiquent l'agriculture ; ensuite, parce que cette dernière assure l'alimentation de toute la communauté ; et enfin, étant la deuxième activité la plus pratiquée dans le milieu après l'exploitation minière artisanale, l'agriculture constituerait le premier choix en l'absence de celle-ci.

Dans le dixième chapitre, Philippe Dunia Kabunga, Valentin Buroko et Daniel Zihindula questionnent les stratégies d'adaptation des multinationales

minières à l'ingénierie de gouvernance participative locale. Le chapitre part de la thèse selon laquelle la gouvernance participative locale peut déboucher sur l'instrumentalisation et le « marketing politique » des multinationales au bénéfice de certains acteurs – l'un des pièges de la gouvernance participative. C'est cela que ce chapitre tente de démontrer via le cas d'une multinationale minière, Banro Mining, face au forum communautaire de Luhwinja, né dans le sillage des bouleversements locaux causés par l'implémentation de cette entreprise au Sud-Kivu. Le chapitre explore les stratégies des multinationales pour s'adapter à l'ingénierie de gouvernance participative locale, susceptible de peser sur leurs intérêts. Au regard de ces stratégies, il s'est dégagé qu'à elle seule, l'entreprise minière ne parvient pas à assurer un cadre participatif. Elle recourt à d'autres puissances locales, notamment coutumières, dont le pouvoir, essentiellement gérontocratique et paternaliste, pèse lourdement sur la gouvernance participative locale.

Dans le onzième chapitre, Stefaan Marysse revient sur la gouvernance au quotidien en RDC et examine les réformes et ses ratés, qu'il qualifie d'« éléphants blancs » au cours de la période 2011-2016. Les éditeurs de *Conjonctures congolaises* avaient alors, à différentes reprises, choisi des titres qui montraient que pendant cette période, il y avait une divergence nette entre la reprise de l'activité économique et la trajectoire tortueuse de la politique, du moins en ce qui concerne les fonctions régaliennes de l'État (police, justice et armée). En RDC, l'ancien Premier ministre Matata Ponyo, dans son livre *Qualité des institutions et résultats économiques en RDC* (2016) ainsi que dans sa thèse doctorale, essaie de prouver que c'est surtout l'amélioration de la qualité des institutions (réformes) et la bonne gouvernance économique qui expliquent non seulement la croissance, mais aussi l'amélioration des conditions de vie de la population. À partir d'une série de questionnements, le chapitre révèle toutefois que le plaidoyer *pro domo* de l'ancien Premier ministre congolais ne fait pas l'unanimité. Il convient tout d'abord de se demander si l'on peut parler de bonne gouvernance économique lorsque les fonctions régaliennes de l'État posent problème, s'il y a effectivement eu une amélioration durable de la qualité des institutions ou si ces changements relèvent plutôt d'un discours officiel de bonne gouvernance, lequel dissimule les vrais mobiles des élites. Enfin, l'auteur cherche à évaluer cette « gouvernance au quotidien » ou « gouvernance réelle », qui aboutit au niveau national à un arrangement politique spécifique en RDC. C'est surtout la deuxième question de recherche qui forme le nœud du chapitre et qui, à partir de données inédites sur l'apparition de nouveaux « éléphants blancs », nourrit la discussion théorique et empirique de cette étude.

La partie consacrée au Rwanda présente deux textes qui interrogent ses politiques rurales, tout d'abord à partir des formes de subjectivité que les politiques agricoles ont produites au cours de son histoire postcoloniale

(chap. 12), et ensuite, en se fondant sur une critique de la réforme foncière et ses conséquences sur l'accaparement des terres (chap. 13).

Dans le douzième chapitre, Aymar Nyenyezi Bisoka, Fiona Nziza et An Ansoms traitent de la gouvernementalité et de la production des subjectivités dans les projets agricoles à l'ouest du Rwanda depuis les années 1960. Ils critiquent la vision dualiste du développement rural au Rwanda, qui semble distinguer d'un côté les tenants de la « modernisation agraire » et de l'autre ses opposants. Très peu d'entre elles évoquent les effets de cette modernisation sur les projets de vie des paysans ou encore sur leurs subjectivités. C'est dans une telle perspective que s'inscrit ce chapitre, qui s'attache ensuite à mettre au jour la relation entre les projets de gouvernementalité et les subjectivités produites par les projets d'amélioration de la production agricole à l'ouest du Rwanda. En cadrant leur analyse dans une perspective historique, les auteurs cherchent à comprendre la production des subjectivités dans des contextes marqués par des formes de pouvoir gouvernemental au niveau global, d'abord développementaliste et ensuite néolibéral. Le chapitre met l'accent sur la manière dont ces différents projets politiques, dessinés progressivement au sein de plusieurs institutions internationales, ont affecté les sujets ruraux en influençant, via l'État, leurs projets de vie. Un tel constat permet de montrer que la production des subjectivités s'inscrit dans les contextes spatiaux et temporels des paysans, ce qui confirme l'idée selon laquelle les subjectivités sont des productions socio-historiques.

Abordant la question de la sécurité foncière et de l'accaparement des terres au Rwanda après le génocide dans le treizième chapitre, Chris Huggins évoque l'importance fondamentale de la terre pour la population du Rwanda et l'État rwandais. Cette ressource demeure immensément précieuse dans un pays densément peuplé. Le chapitre montre qu'actuellement, la sécurité foncière est particulièrement importante dans la mesure où la terre agricole joue un rôle central au sein du programme ambitieux de croissance économique au niveau national. L'auteur indique qu'en comparaison à d'autres États subsahariens, le Rwanda dispose d'une forte capacité à surveiller et réglementer les activités de ses agents locaux ainsi que des citoyens ordinaires. Il est peu probable que l'État tolère une « saisie des terres » pure et simple dans le sens d'une acquisition illégale par intimidation et/ou corruption. L'enregistrement des parcelles à travers le pays et la délivrance de baux de terres aux propriétaires fonciers peuvent potentiellement réduire l'accaparement pur des biens fonciers. Néanmoins, le texte révèle qu'en même temps, l'État rwandais post-génocide a été disposé à limiter les droits fonciers des citoyens dans certaines conditions, et que l'ampleur de l'accaparement des terres depuis le génocide de 1994 est loin d'être négligeable. Afin de bien comprendre comment les droits à la terre changent au Rwanda de nos jours, il semble tout d'abord important de considérer les facteurs structurels et les événements historiques qui influencent la sécurité foncière du pays. Le chapitre présente alors une typologie de l'accaparement des terres, et traite

ensuite des divers facteurs qui déterminent les efforts de l'État pour limiter la spoliation des terres.

Enfin, en ce qui concerne la région des Grands Lacs, un chapitre revient sur la limitation du nombre de mandats présidentiels (chap. 14) et un dernier sur les déterminants de l'efficacité des institutions de microfinance (chap. 15).

Abordant les leçons de la région des Grands Lacs relatives à la limitation du nombre de mandats présidentiels dans le quatorzième chapitre, Filip Reyntjens dévoile une forte corrélation entre, d'une part, la limitation du nombre de mandats présidentiels et son respect et, d'autre part, la qualité de la démocratie au Burundi, en RDC, au Rwanda et en Ouganda. Il montre que, dans chacun de ces pays, l'indice composite de la démocratie (IDC) est plus bas que dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Tous les quatre ont abrogé, formellement ou informellement, la limitation du nombre de mandats, soit par révision constitutionnelle (Rwanda et Ouganda), soit par interprétation constitutionnelle (Burundi), soit encore par absence d'élection présidentielle (RDC). Ainsi, le chapitre décrit tout d'abord comment et dans quelles circonstances la limitation a disparu *de jure* ou *de facto*. Une analyse de la réaction des opinions nationales à cette évolution est ensuite dressée. En outre, l'auteur explique les différences entre les quatre pays sur la base de la capacité de répression et la cohérence des régimes, ainsi que de la culture et l'expérience historique de l'opinion. Il constate également que l'impact de la communauté des bailleurs est limité voire inexistant. Ensuite, le chapitre examine les stratégies développées par les régimes et leurs conséquences : centralisation, personnalisation, spoliation et corruption du pouvoir. Il est enfin constaté qu'une longue tenure à la tête de l'État, couplée à l'absence de perspectives de succession, engendre des risques de conflit et de violence.

Finalement, consacré à l'analyse des déterminants de l'efficacité dans les institutions de microfinance (IMF) de la Communauté économique des Pays de l'Afrique centrale (CEEAC), le quinzième chapitre tente, de manière complémentaire, de mesurer les scores d'efficacité des IMF, d'une part, et d'identifier les déterminants de l'efficacité financière et sociale, d'autre part. Les auteurs, Moïse Amisi Sambili, Eddy Balemba Kanyurhi, Paulin Mbecke, Prince Wasinda Cuma, René Baluku Miki et Christian Kamala Kaghoma postulent que très peu d'IMF sous analyse sont efficaces, et cela quelle que soit l'approche utilisée. Les résultats révèlent que quatre variables expliquent significativement l'efficacité financière : la capitalisation des IMF, le portefeuille à risque (PAR), le coût par emprunteur ainsi que la rentabilité de l'institution. L'étude soutient aussi que l'efficacité sociale s'explique significativement par trois variables principales : la productivité des agents de crédits, la taille des IMF ainsi que l'âge de celles-ci.